

MAIRIE DE VALLOUISE-PELVOUX

DECISION DU MAIRIE n° 2022-39

Attribution d'un marché de travaux portant sur la réfection de tranchées en enrobé et la réfection de places pour personnes à mobilité réduite

Le Maire de la Commune de Vallouise-Pelvoux

Vu le Code Général des Collectivités territoriales, et notamment son article L.2122-22 ;

Vu la délibération n°6 du 2 septembre 2020 portant délégation d'attributions du conseil municipal au Maire ;

Vu le Code de la commande publique, et notamment ses articles L.2122-1 et R.2122-8 ;

Considérant la nécessité de conclure un marché de travaux portant sur la réfection de tranchées en enrobé à la suite de travaux effectués par les services techniques communaux, ainsi que la réfection de places de stationnement dédiées aux personnes à mobilité réduite ;

DECIDE

Article 1

Deux marchés de travaux de 5 000.00 € HT et 8 280.00 € HT, rentrant dans le champ des dispositions des articles L.2122-1 et R.2122-8 du Code de la commande publique et portant respectivement sur la réfection de tranchées en enrobé la réfection de places de stationnement dédiées aux personnes à mobilité réduite, est attribué à l'entreprise COLAS FRANCE – AGENCE DE GAP domiciliée ZA Les Cheminants 05230 LA BATIE NEUVE

Article 2

Le Maire, le Secrétaire Général et le comptable assignataire sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Article 3

Conformément aux dispositions de l'article L.2122-23 du Code général des Collectivités territoriales, le Maire en rendra compte de la présente décision à la prochaine réunion du conseil municipal.

Article 4

Ampliation du présent arrêté est adressée à :

- Madame le Préfet des Hautes-Alpes ;
- Madame la comptable assignataire

Fait à Vallouise-Pelvoux, le 19 octobre 2022

Le Maire



Gaëlle MOREAU

Le Maire :

- Certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte en application de l'article L.2131-1 du Code général des collectivités territoriales
 - o Transmis en Préfecture le 19/10/2022
 - o Publié le : 19/10/2022
- Informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Marseille dans un délai de deux mois à compter de la présente notification.